

Capitaine de Frégate Didier Ratsiraka – Ministre des Affaires étrangères de Madagascar

Assemblée générale extraordinaire des Nations unies, New York, le 16 avril 1974.

SEUL SALUT : L'UNION

«Homo homini lupus» (1). Cette constatation de Plaute peut être aisément étendue aux relations interétatiques : « Les États sont des loups pour les autres États ». Tant il est vrai que les hommes sont rarement philanthropes et les États jamais désintéressés. Amère constatation ! Cruelle vérité qui nous a conduits aujourd'hui à la croisée des chemins, à ce moment peut-être le plus crucial de l'histoire de l'humanité.

En effet, dans cette jungle des relations internationales, les peuples-objets du monde dit « tiers » relèvent la tête. Le crescendo de leurs voix solidaires atteignant la fréquence de résonance retentit des quatre coins de l'univers pour lancer un « non » définitif et sans appel : non à l'exploitation, non à l'oppression, non à l'aliénation.

Ces voix, qui font mal aux oreilles des exploiters, font symboliquement écho, en cette période pascale, à l'alléluia de la fête chrétienne de la Résurrection. Car c'est bien de résurrection et de renaissance qu'il s'agit. Les nations prolétarisées ne veulent plus subir l'histoire, elles veulent faire l'histoire, elles veulent reprendre la place qui leur est due au grand banquet de la nature.

Qu'il nous soit permis de rappeler brièvement le passé, loin de tout esprit passéiste, pour mieux éclairer notre analyse de la situation présente et ce, afin de proposer objectivement, autant que faire se peut, quelques esquisses de solutions pour l'avenir.

Voyons tout d'abord le passé. Les relations internationales et les rapports économiques entre les pays de niveau inégal de Le pillage colonial et néocolonial du tiers monde a perpétué ce phénomène trop bien connu appelé pudiquement détérioration des termes de l'échange développement relèvent purement et simplement de liens de capitulation entre exploiters et exploités.

Dans cette politique du plus fort, les vainqueurs d'hier pourraient bien être les vaincus de demain : aussi le système secrète-t-il en lui-même ses propres germes de destruction.

Les grands pays industrialisés ont toujours tout décidé pour nous, de Yalta (2) à San Francisco (3), en passant par Bretton Woods (4), et tout récemment encore à la Conférence de Washington, sur laquelle nous reviendrons plus loin. Les grands pays développés impérialistes nous ont légué des situations absurdes et dramatiques, dont la plupart ne laissent pas de nous empoisonner aujourd'hui encore l'existence. Quelques exemples suffisent pour illustrer notre propos : les partages de sphères d'influence, Chypre, Cachemire, l'Afrique du Sud, la Rhodésie, Israël, etc.

S'agissant du droit international lui-même, droit élaboré par les juristes des grands pays en fonction de leur conception du monde, personne ne s'étonnera que ce droit soit, comme on dit : lacunaire, stratigraphique, et enfin hétérogène.

C'est ainsi que l'opposition économique que j'ai mentionnée plus haut se double d'une inégalité juridique, instituée en particulier par la reconnaissance de qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité, assorti de la jouissance du droit de veto.

Et c'est dans ce cadre qu'on a organisé systématiquement le pillage colonial et néocolonial du tiers monde perpétuant ce phénomène trop bien connu appelé pudiquement détérioration des termes de l'échange. C'est dans ce cadre également que des mesures arbitraires, des situations iniques, sont imposées dans tous les domaines à des peuples paupérisés offrant pendant longtemps le spectacle lamentable d'une abdication collective traduite en termes clairs par cette phrase d'un professeur parisien : « L'exploitation des pays sous-développés au cours des vingt dernières années a été une affreuse réalité qui montre l'hypocrisie des pseudo-dons et aides à ces pays ».

Il est patent que les pays du troisième monde ne pouvaient pas accepter la pérennisation d'une telle situation.

En octobre 1972, à cette tribune, nous avons eu l'honneur d'appeler l'attention de cette haute assemblée sur les problèmes. Nos pays recèlent sur leurs sols et dans leurs sous-sols les principales ressources naturelles de la planète du développement en ces termes : « ... Nous tenons pour indispensables la réalisation d'un développement harmonieux et équitable de l'économie mondiale, ainsi que l'édification d'un ordre économique et social nouveau, répondant aux besoins de toutes les nations et de tous les peuples. Le sous-développement n'est pas seulement un retard dans le développement ; c'est aussi la conséquence inéluctable d'une organisation léonine de l'économie mondiale et du commerce international, organisation qui favorise une minorité aux dépens du plus grand nombre.

L'équilibre, ou plutôt le déséquilibre, qui s'est instauré entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas est profondément injuste et inique. Les pauvres gens vendent toujours meilleur marché et achètent toujours plus cher aux riches.

« Les économies autocentrées des pays industrialisés ont longtemps accumulé et accumulent encore trop de plus-values leur permettant d'augmenter leur développement au détriment des économies extraverties des pays déshérités [...] pour que cette situation puisse durer indéfiniment. D'où l'urgence [...] qu'il y a pour les pays sous-développés de faire un front commun face [...], aux nations nanties. »

Il y a quelques mois, en octobre 1973, en cette même enceinte, nous attirions derechef l'attention de cet aréopage en suggérant que, pour vaincre le sous-développement, il fallait en démonter le mécanisme et opérer ensuite une transformation drastique dans les relations entre pays nantis et pays dits pauvres - mais aussi dans les rapports sociaux à l'intérieur de nos pays.

Il fallait obliger les pays riches, qui ne renoncent jamais de bon gré à leurs intérêts, à admettre notre point de vue, et nous rappelions que nous, pays du tiers monde, nous avons les moyens d'imposer les idées qui nous semblent justes puisque nos pays recèlent sur leurs sols et dans leurs sous-sols les principales ressources naturelles de la planète, ressources indispensables à la croissance économique des pays industrialisés.

Au risque de heurter, voire de choquer, nous affirmions qu'aussi longtemps que nous nous contenterons de demander, d'exhorter, de faire appel pressant, de réclamer verbalement aux

grandes puissances plus de morale et plus de justice, nous n'aboutirions à rien ; qu'aussi longtemps que nous, peuples du tiers monde, nous nous bornerons à demander aux pays nantis la stabilisation des cours des matières premières, alors même que nous avons les moyens de nous concerter pour imposer et fixer

nous-mêmes les prix de vente de nos matières premières, nous resterons toujours des peuples-objets auxquels les pays « riches » abandonneraient au mieux les miettes d'une croissance sans développement.

C'est pourquoi nous voudrions aujourd'hui rendre hommage au président Houari Boumediene (5) d'avoir pris la courageuse et heureuse initiative de provoquer la réunion de cette session extraordinaire de notre Assemblée générale sur les matières premières et le développement.

Analysant la situation présente, nous dirons que le fait majeur et capital est sans nul doute la prise de conscience politique par les pays du troisième monde de l'impact décisif de leur solidarité agissante et militante sur la politique économique des pays développés. C'est un événement au moins aussi important que la conférence de Bandoeng en 1955 (6).

Voici, sans acrimonie mais aussi sans complaisance, une appréciation possible de la situation actuelle : les pays industrialisés parlent de « crise de l'énergie » résultant de l'épuisement à plus ou moins long terme du pétrole, de l'embargo et de la hausse du pétrole arabe qu'ils considèrent comme « abrupte et déraisonnable ». De là à présenter ces décisions arabes comme la cause essentielle de l'exponentielle inflationniste actuelle, il n'y a qu'un pas, qu'ils n'hésitent pas à franchir allègrement. « Le monde est actuellement en déséquilibre », s'est plu à dire une haute personnalité occidentale, voulant dire par là que l'ancien déséquilibre favorable à l'Occident est rompu.

Pour notre part, nous supposerons qu'à l'origine de la crise actuelle des matières premières se trouvent deux contradictions.

D'abord, une contradiction principale, qui se situe au niveau des relations entre pays sous-développés producteurs de matières premières et pays industrialisés. Cette crise des matières premières s'est cristallisée en une crise de l'énergie depuis la guerre

israélo-arabe d'octobre dernier. Effectivement, il existe des tensions réelles et spectaculaires sur le marché de l'énergie.

Mais cette tension est de loin antérieure à cette guerre. Elle s'est révélée au grand jour dès 1970, mais surtout dès l'hiver de 1972

à la suite d'une rupture des stocks ... aux États-Unis.

Ainsi, en dépit de l'exploitation effrénée et à vil prix des matières premières des pays néo-colonisés, et notamment du pétrole, et compte tenu du développement sans précédent que connaît le capitalisme international, l'impérialisme se trouve aujourd'hui face à une grave crise d'énergie.

En d'autres termes, le pétrole extrait à bas prix ne suit pas le rythme des besoins, et le développement des nouvelles sources d'énergie a pris un sérieux retard, dû à l'imprévoyance pour les uns, à un optimisme béat quant à l'existence d'un pétrole inépuisable et bon marché pour les autres. C'est dire combien l'horizon impérialiste en matière d'énergie est sombre à court et moyen termes, parce que caractérisé par la pénurie. Et les récentes décisions de l'O.P.E.P. n'ont fait qu'actualiser cette crise latente, potentielle, en la mettant en pleine lumière.

Afin de cacher cette dure réalité aux peuples des pays capitalistes et des pays néo-colonisés, et afin d'isoler les Arabes dans leur juste lutte, l'impérialisme, on l'a vu, a vite fait de mettre le tout au compte de ces derniers. C'est ce qu'il nous faut maintenant démythifier.

En effet, en ce qui concerne les prix, des études ont été entreprises par d'éminents experts sur l'évolution de l'indice des prix des matières premières déflaté par l'indice des prix de détail américain - ce qui représente assez fidèlement l'évolution de l'inflation et des prix des produits importés par nos pays. Elles ont donné les résultats suivants :

Au cours des deux dernières décennies- 1950-1972 - le prix relatif a baissé de 40 p. 100, ce qui montre que les récentes hausses n'apportent qu'un rattrapage encore très faible. Une augmentation de 25 p. 100 en 1974 ne compensera pas le manque à gagner de ces vingt-cinq dernières années.

En ce qui concerne l'inflation, un éminent économiste a montré que les hausses récentes du prix du pétrole ne devraient correspondre, au maximum, qu'à six mois d'inflation.

De plus, elles ne devraient pas entraîner d'augmentation notable des prix si les « sociétés » voulaient bien accepter d'entamer une partie infime de leurs superbénéfices. Bien au contraire, profitant de la campagne savamment orchestrée autour des décisions arabes, les sociétés multinationales ont encore accru leurs superprofits : d'abord, à l'extraction-production, par le biais des prix affichés ou de prix postés, ensuite, par la fiscalité ; elles maintiennent les prix élevés non seulement à la vente, ce qui est patent, mais aussi au niveau de la production pour faire

apparaître, à ce stade du circuit pétrolier, des bénéfices déductibles de leurs impôts aux États-Unis, ce que leur permet le système fiscal américain qui aurait taxé lourdement ces mêmes bénéfices s'ils étaient réalisés en aval au stade du raffinage et de la distribution.

Au niveau du transport, ensuite, par le biais de ce qu'on appelle les world-scales.

Les taux de fret ont connu une montée en flèche, les armateurs les ayant fait passer de world-scale 60 à world-scale 450, entre le Golfe et l'Europe, et même world-scale 1 100, semble-t-il, en Méditerranée.

Au niveau du raffinage et de la distribution : par le biais des prix parité-importation, prix aussi artificiels que les prix affichés.

Que dire, enfin, du quadruplement du prix du gaz de Groningue, aux Pays-Bas ?

Les voix qui se sont élevées pour qualifier les augmentations de prix du pétrole comme étant cause d'inflation n'ont pas réagi face à ces augmentations. Les augmentations des prix ne seraient-elles cause d'inflation que lorsqu'elles viennent des pays du tiers monde ?

A la vérité, la hausse des prix des matières premières, dont le pétrole, n'est pas la cause de l'inflation occidentale. Au contraire, c'est plutôt son inflation, à nous exportée, qui est à l'origine de nos décisions, puisque cette inflation nous affecte directement par la baisse des prix relatifs dont nous parlions plus haut.

Le fond du problème est évidemment tout autre. Ce qui précède relève fondamentalement de la simple description et d'une analyse du type economiciste. Mais la pénurie physique, l'inflation, les décisions de l'O.P.E.P. ne peuvent, à notre avis, s'expliquer que par l'analyse du capitalisme et de l'impérialisme en tant que système mondial.

Les deux superpuissances, on le sait, sont riches en matières premières, notamment énergétiques ; elles pourraient, à la limite, vivre en autarcie. Or, nous l'avons vu plus haut, la tendance évidente est à la pénurie aux États-Unis parce qu'il faut un capital énorme pour mettre ces matières premières en exploitation. Mais ce capital fait défaut pour différentes raisons.

La pénurie d'énergie à bon marché touche plus durement l'Europe et le Japon que les États-Unis. D'abord, parce que, pour créer une accumulation de capital, il faut des profits substantiels. Un des moyens utilisables pour y parvenir est la hausse des prix. Mais la hausse des prix est limitée, localement, par l'action des syndicats et des masses laborieuses, et à l'extérieur par la concurrence intercapitaliste :

exportation, balance des paiements, etc.

Ensuite parce que - du fait de la conjoncture internationale, et ce malgré la détente - les pays occidentaux sont obligés de consacrer des sommes énormes pour leur politique de prestige et de grande puissance- fabrication d'armements

perfectionnés, politique de bases étrangères, conquête de l'espace, etc., sommes énormes qu'il faut bien déduire du capital disponible.

La pénurie physique et l'inflation peuvent donc s'expliquer par la pénurie de capital et le gaspillage. Et la pénurie de capital peut s'expliquer, à son tour, par les contradictions internes du système impérialiste.

En effet, il y a des contradictions secondaires. Il s'agit, dans cette hypothèse que nous prenons, d'une lutte pour le leadership du monde occidental ainsi que de la possession et du contrôle des marchés et des matières premières du globe.

L'Europe et le Japon se sont relevés des ruines de la Seconde Guerre mondiale grâce, en partie, à l'aide américaine (Plan Marshall, parapluie nucléaire américain, etc.). Ils en ont profité pour réorganiser leur économie, et même ont réussi à pénétrer le marché américain, favorisés en cela par l'aggravation du déficit de la balance des paiements des États-Unis enlisés dans la guerre du Viêt-Nam.

Les Américains, voyant leur leadership économique ainsi menacé par leurs alliés, contre-attaquent. Ils liquident la guerre froide avec le camp socialiste ; ils négocient la détente et la réduction des armements stratégiques. Ils réussissent à mettre fin à la guerre du Viêt-Nam. Ils signent des contrats économiques et commerciaux avec l'Union soviétique. Ils obtiennent le cessez-le-feu au Moyen-Orient.

Libérés de tous ces fardeaux, les États-Unis vont alors affronter victorieusement la concurrence des autres économies capitalistes par une série de manœuvres habiles et audacieuses : c'est la décision de la non-convertibilité en or du dollar en 1971, qui sème la panique dans le camp occidental ; c'est la restriction sur les exportations de soja vers l'Europe et le Japon.

Ils vont profiter de la crise du pétrole, car la pénurie d'énergie à bon marché, sur laquelle est fondée la prospérité industrielle du monde capitaliste, touche plus durement l'Europe et le Japon que les États-Unis.

En effet, ceux-ci ne dépendraient de l'extérieur que pour moins de 25 p.100 de leur approvisionnement en pétrole. De plus, à travers le cartel, ils ont le quasi-monopole du marché pétrolier et le quasi-monopole de la production d'uranium enrichi.

Les résultats sont impressionnants : le dollar, que l'on a trop vite enterré, remonte en flèche ; les réserves monétaires européennes et japonaises fondent comme neige au soleil ; le bouclier atomique américain est, jusqu'à preuve du contraire, indispensable à la sécurité des pays de l'Alliance atlantique ; les Américains peuvent maintenant, et à juste raison, reprendre la direction du monde capitaliste et convoquer la réunion de la conférence de Washington (7).

Mais pour nous, pays du tiers monde, cette conférence, qui suggère une rencontre entre les « gros producteurs » et les « gros consommateurs » prend l'allure d'un deuxième Yalta que nous ne pouvons que récuser. Cette conférence ressemble trop à une tentative pour trouver des solutions aux contradictions actuelles de

l'impérialisme, pour défendre ses intérêts et pour trouver les moyens de satisfaire les besoins boulimiques du capitalisme au détriment des besoins réels des peuples. Il suffit de se reporter au texte du communiqué final pour s'en convaincre.

Face au « défi » de la situation internationale de l'énergie, les ministres occidentaux ont « regretté les prix stables qui ont permis l'amélioration des niveaux de vie » - même si cette amélioration s'est faite au détriment des pays du tiers monde.

C'est ce que les ministres confirment en termes on ne peut plus explicites par la nécessité du « maintien du système économique mondial » - système que nous, peuples du tiers monde, n'avons cessé de dénoncer comme profondément injuste.

Les ministres ont ensuite affirmé que « la situation ne peut plus être réparée par les seules mesures commerciales et financières » et ils ont manifesté leur « inquiétude pour les pays en voie de développement ». Il était temps ! Pour ce qui nous concerne, cette inquiétude des Occidentaux, dans un tel contexte, ne laisse pas de nous inquiéter, car : « Timea Danaos et dona ferentes » (8).

Enfin, le point 9 du communiqué est de la plus haute importance, car il concerne la stratégie à long terme. Il y est fait mention de la « nécessité d'un programme d'action d'ensemble, le partage des moyens tout en concertant les politiques nationales dans le domaine de l'énergie ».

Selon notre analyse précédente, la pénurie physique, le retard dans la recherche et le développement de nouvelles sources d'énergie proviennent de la pénurie de capital, pénurie qui s'explique elle-même par l'aggravation des contradictions de classes au sein du système impérialiste mondial. Face à une telle pénurie, l'éparpillement des moyens à long et moyen termes et la concurrence qu'ils appellent « inutile » à court terme « ne pourront être que néfastes » au monde capitaliste. Ainsi, cette « concertation » revêt, à nos yeux, deux aspects.

D'une part, il y a le partage des moyens, c'est-à-dire que, compte tenu des obligations qu'ils ont contractées envers le monde dit libre, les États-Unis estiment normal que tous les membres du camp occidental partagent les charges de la défense commune. Ils estiment tout aussi normal que les membres doivent consacrer plus de capitaux aux mesures immédiates, à la recherche de nouvelles sources d'énergie. C'est dans ce sens que peut s'expliquer l'affirmation selon laquelle les problèmes de défense et les problèmes énergétiques sont inséparables.

D'autre part, il est évident que la coordination des politiques nationales devrait se faire - et c'est logique - sous l'égide de la plus grande puissance que l'histoire ait connue. Mais ce leadership pourrait déboucher naturellement sur un leadership des capitalistes nord-américains : ce que contestent certains Européens. En effet, les grandes sociétés américaines auraient engagé des sommes énormes dans le développement de nouvelles sources d'énergie. Prenons, pour fixer les idées, l'enrichissement de l'uranium par le procédé de l'ultracentrifugation. La rentabilité des capitaux ainsi investis exige que les résultats soient utilisés à grande échelle, du

point de vue de l'unité de production et du point de vue géographique. Or certains États européens se sont lancés, eux aussi, dans la mise au point, à des coûts plus élevés, d'un autre procédé : celui de la diffusion gazeuse. Ainsi, dans l'intérêt du « monde libre », ils devraient renoncer à cette concurrence inutile et coûteuse, et utiliser purement et simplement le premier procédé, de la même façon que la plupart de ces États européens utilisent le bouclier atomique américain au lieu de se lancer dans la fabrication d'une force de frappe qui leur soit propre. Voilà, à notre avis, la base objective de cette domination américaine sur le monde occidental.

Si nous avons voulu nous étendre sur cette analyse de la situation actuelle telle que nous l'imaginons, c'est pour mieux dégager les solutions possibles pour l'avenir du troisième monde.

Nous avons vu que la contradiction fondamentale se trouve entre pays développés et pays à la recherche de leur propre voie de développement. Les pays industrialisés impérialistes nous ont montré la voie : il faut coordonner nos efforts, harmoniser nos intérêts.

L'impérialisme est une force efficace et organisée ; face à cette force, le salut du troisième monde est dans l'union et le front commun. Au lieu de gémir et de quémander, les pays de l'O.P.E.P. nous donnent l'exemple : nous devons fixer les justes prix de nos ressources naturelles et de notre travail.

L'impérialisme sait que cette force montante, illustrée par la récente solidarité afro-arabe, est irrésistible, et il essaiera par tous les moyens de nous diviser.

L'impérialisme a sa logique propre ; la victoire sur cette puissance organisée ne peut s'obtenir que par la lutte solidaire de tous les peuples, y compris les peuples des pays impérialistes.

Nous n'en voulons pour preuve que la campagne que nous avons menée contre la création de la base anglo-américaine de Diégo-Garcia. Cette base est l'illustration éclatante de l'arrogance des impérialistes, qui lancent impunément un défi à la décision de la communauté internationale tendant à créer une zone de paix dans l'océan Indien. Cette affaire constitue une source potentielle de nouvel affrontement dans cette zone de paix.

Comment comprendre le désengagement militaire américain au Viêt-Nam, quand, parallèlement, les forces américaines s'installent à grands frais dans l'océan Indien ? Tous les peuples épris de paix et de progrès, y compris les peuples américain et britannique, doivent unir leurs voix aux nôtres pour obliger l'impérialisme à renoncer à cette base, qui constitue, en tout état de cause, une nouvelle source d'inflation mondiale.

Avant d'exposer nos esquisses de solutions concrètes, nous voudrions appeler tout de même l'attention sur la situation du deuxième monde, à savoir l'Europe et le Japon.

Il ne s'agit pas de démobiliser nos peuples dans la lutte contre les impérialistes du deuxième monde, parce que ce sont nos anciens colonisateurs, parce que ce sont toujours les plus gros fournisseurs d'armes des puissances coloniales et racistes du Portugal et d'Afrique du Sud et, enfin, parce que l'impérialisme forme un tout. n s'agit tout simplement de voir les conséquences à long terme de notre action immédiate. En d'autres termes, quelle est la forme de lutte appropriée contre l'impérialisme du deuxième monde ? Nous avons vu que ce deuxième monde doit compter soit sur les États-Unis soit sur le troisième monde.

Il y a un choix à faire, mais à la vérité ce choix est leur affaire.

Il faut que le deuxième monde- tel que l'a défini le vice-Premier ministre de la Chine à cette même tribune - choisisse soit de s'inféoder à la superpuissance impérialiste et s'en remettre entièrement à celle-ci pour sa défense et sa sécurité au sens large, c'est-à-dire économique et militaire, soit de traiter d'égal à égal avec les pays du troisième monde, et, pour cela, accepter une révolution de mentalité et de politique.

Cela étant, quelles sont les solutions possibles ?

Voici quelques propositions de politique.

Parlons tout d'abord des objectifs. Ces derniers sont naturellement ceux que la dernière conférence au sommet des non-alignés d'Alger (9) a définis, à savoir : obtenir une juste rémunération du travail et des produits du troisième monde ; accélérer le processus d'industrialisation des pays du troisième monde, maîtriser l'économie nationale dans chaque pays du troisième monde.

Quelle est la stratégie ? Les pays du tiers monde ont intérêt, à nos yeux, à axer leurs efforts sur les échanges commerciaux

plutôt que sur l'aide financière ou technique - « Trade, not Aid »- et sur les prix plutôt que sur les quantités.

Le vrai problème est un problème de rapport de force. Pour modifier ce rapport de force et résoudre la contradiction principale que nous avons évoquée plus haut, il nous faut créer des conditions favorables - d'abord au niveau national, ensuite au niveau des pays du tiers monde et, enfin, au niveau international. Nous sommes convaincus qu'à l'instar du pétrole, la possession des matières premières industrielles constitue un atout majeur dans le jeu du rapport des forces. Il nous faut donc faire nôtre la victoire des pays de l'O.P.E.P. et étendre cette union et cette organisation à l'ensemble des matières premières.

Quels sont alors ces mesures et ces moyens ?

Au niveau national, il est évident que la conduite de la politique nationale relève de la souveraineté de chaque État ; seul, il est juge de l'opportunité, compte tenu du contexte local, de l'adoption de telle ou telle mesure. Il reste que les mesures

générales préconisées et adoptées par les chefs d'État des pays non alignés restent valables : liquider le colonialisme et le néo-colonialisme -les trois quarts du commerce des pays en voie de développement sont encore effectués par des sociétés multinationales à haute productivité - ; contrôler et maîtriser les ressources naturelles à l'économie nationale ; promouvoir un développement économique indépendant, c'est-à-dire compter principalement sur ses propres forces.

Au niveau des pays du troisième monde, il nous faut définir et appliquer une nouvelle politique des matières premières. La production doit être progressivement transformée sur place selon un calendrier établi et accepté par les pays du troisième monde.

Dans nos pays, le développement est étroitement lié à la valorisation des ressources des matières premières, c'est-à-dire à l'industrialisation généralisée à toutes les phases et techniques de production (recherche, production, gestion et commercialisation).

C'est dans cette industrialisation-là qu'est le sésame du développement et de l'accès à la maîtrise de la technologie.

Ensuite, les prix à l'exportation doivent être établis en rapport avec le coût des projets nationaux ou interrégionaux de développement. C'est là, nous semble-t-il, un des moyens efficaces pour instaurer de nouveaux rapports d'échanges et pour maîtriser les prix des matières premières. De plus, on pourrait imaginer que les prix à l'exportation soient fixés aux coûts de substitution pour les pays industrialisés des produits de remplacement.

En ce qui concerne les prix à la production, ils devraient être tels qu'à production égale les rémunérations fictives ou réelles du travail soient égales. En effet, l'une des raisons de l'échange inégal tient au fait que les productivités sont voisines au centre et à la périphérie, alors que les disparités de salaire sont très élevées.

Les calculs de ces rémunérations peuvent être effectués par des comités techniques au sein d'organisations de producteurs.

Une caisse de prélèvements obligatoires sur le circuit des recettes d'exploitation La création d'organisations de producteurs pour chaque produit important nous paraît absolument indispensable face au bloc des pays industrialisés, consommateurs sur les marchés internationaux. Les statuts de ces organismes devraient prévoir l'acceptation des principes fondamentaux suivants : les deux principes d'établissement des prix à la production et à l'exportation énumérés ci-dessus ; ensuite, le principe d'une organisation de marchés prioritaires entre pays du tiers monde.

Un exemple suffit pour illustrer cette suggestion. Il y a, dans l'Ouest africain, plusieurs pays producteurs de pétrole dont la production, de plus de 100 millions de tonnes par an, suffit très largement à couvrir les besoins de toute l'Afrique évalués à 12 millions de tonnes. Nous ne voyons pas, si les conditions favorables sont remplies, la

nécessité pour les pays de l'Ouest africain d'importer du pétrole du Golfe ou de la Méditerranée.

La proximité des sources d'approvisionnement rendrait le pétrole meilleur marché, toutes choses étant égales par ailleurs ; l'importation de pétrole brut du Golfe ou de la Méditerranée équivaldrait à favoriser purement et simplement les sociétés internationales de transports maritimes.

Enfin, dernier principe, la constitution d'une caisse de prélèvements obligatoires sur le circuit des recettes d'exploitation, dont les ressources seraient réparties de la manière suivante.

À titre indicatif : la moitié au profit des producteurs, le quart au profit des pays non producteurs ou des pays à situation particulière (par exemple, pays sans littoral pour les ressources des fonds marins). Ce fonds pourrait être un fonds de développement économique et social et un fonds d'urgence en cas de cataclysme naturel. Enfin, un quart au profit d'un fonds de participation et de prêts.

Au niveau mondial, dans l'immédiat et en attendant la mise sur pied d'organisations de producteurs au niveau du tiers monde, nous appuyons et nous faisons nôtre la proposition du président Houari Boumediene tendant à créer un Fonds spécial de solidarité pour venir en aide aux pays les plus démunis. Mais, d'ores et déjà, nous pensons qu'il faut donner un caractère plus démocratique aux organisations non démocratiques des Nations unies, comme la B.I.R.D. (10) et le F.M.I. (11). On pourrait penser, par exemple, dans ces deux cas, à modifier la structure des quotes-parts, et donc des votes, de manière à réaliser l'égalité des pays du tiers monde et des pays industrialisés : soit en affectant les réserves financières de ces organisations à l'augmentation des quotes-parts des pays en voie de développement ; soit en affectant une partie des ressources des pays producteurs à cette fin ; soit les deux à la fois.

On pourrait d'autre part admettre le principe d'un étalon monétaire international constitué par les D.T.S., dont le volume tiendrait compte des besoins des pays du tiers monde en liquidités internationales. Le problème resterait la fixation de la base de l'unité de compte. On pourrait du reste imaginer d'élargir le F.M.I. et la B.I.R.D. à tous les pays du monde.

Enfin, la démocratisation des relations entre États passe par la révision de certaines normes du droit international, laquelle doit obéir à une redistribution démocratique des pouvoirs de décision dans les organes principaux des Nations unies.

Il ne sied point qu'en matière de sécurité collective, économique ou politique, un directoire, ou un seul membre de celui-ci, s'arroge le droit de décider pour la majorité mise en échec par le respect aveugle et automatique d'une fausse procédure, à savoir le droit de veto, dont il faudra bien envisager un jour la redistribution démocratique ou la suppression. À cet égard, l'Assemblée générale,

reflet démocratique de la communauté internationale, est à même de remplir ses obligations de par la Charte et de par la volonté des États membres.

Saisissez, je vous prie, le sens profond de notre attitude. Nous ne sommes producteurs, ni de pétrole, ni de cuivre, ni de fer, ni de matières premières stratégiques. Nous appuyons les revendications des pays producteurs du troisième monde parce que c'est notre devoir de le faire, par solidarité militante et parce que c'est dans l'intérêt de la paix du monde. La nouvelle définition de la sécurité ne se limite plus à un concept territorial :

elle suppose la lutte contre toute sorte de pressions, d'ingérences, d'influences, de contraintes et d'agressions. Et c'est en cela que la notion de sécurité et de paix est directement liée à celle de développement. Développement rapide, sécurité accrue !

La périphérie est en train de déborder le centre de façon irrésistible. Il ne tient qu'aux pays centraux que ce processus, au demeurant irréversible, n'aboutisse pas à une implosion, mais à une coopération fondée sur l'égalité, la justice et la liberté.

Assemblée générale extraordinaire des Nations unies, New York, le 16 avril 1974.

(1) « L'homme est un loup pour l'homme. »

(2) C'est au cours de cette conférence du 4 au 11 février 1945, qui réunit Churchill,

Roosevelt et Staline, que furent prises des décisions quant aux responsabilités des trois Grands sur le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

(3) Où fut élaborée, du 25 avril au 25 juin 1945, la Charte des Nations unies.

(4) Où furent établies, en juillet 1944, les bases d'une coopération monétaire internationale.

(5) Décédé le 27 décembre 1978.

(6) Qui consacra pratiquement la naissance du Mouvement des Non-Alignés.

Cf. infra, chapitre IV.

(7) Conférence sur l'énergie, qui se tint dans la capitale américaine les 11, 12 et 13 février 1974. Y prirent part : Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni.

(8) « Je redoute les Grecs même quand ils sont porteurs de présents. »

(9) Du 5 au 9 septembre 1973.

(10) Banque internationale pour la reconstruction et le développement, créée lors de la conférence de Bretton Woods, en juillet 1944. Cf. supra ; note 4.

(11) Fonds monétaire international, créé également à Bretton Woods.